

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°618 – 20 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Bénin

Eurocham publie un livre blanc sur l'investissement dans le pays

Le 12 février 2026, la Chambre de commerce européenne (Eurocham) au Bénin [a présenté](#) son livre blanc "Investir au Bénin : opportunités et perspectives", réalisé avec l'appui financier de l'Union européenne dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité économique pour la création d'emplois durables (PACED). Sur la base de consultations auprès des opérateurs économiques au Bénin, ce livre blanc a pour ambition de participer au dialogue public-privé au Bénin, afin d'identifier les obstacles encore existants à l'investissement dans le pays (fiscalité, accès au financement, sécurité des investissements...) et proposer des pistes de réflexion.

Burkina Faso

5 Md EUR de ressources propres mobilisées en 2025 par le MEF

Le 17 février 2026, le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) de l'Economie et des Finances [a tenu](#) sa 1^{ère} session ordinaire de l'année 2026. Au cours de cette session, le Conseil a présenté les performances réalisées par le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) au 31 décembre 2025, à savoir entre autres : (i) l'élaboration du Plan national de développement 2026-2030 ; (ii) la mobilisation de 3 309,7 Md FCFA (5 Md EUR) de ressources propres, sur une prévision de 3 237 Md FCFA (4,9 Md EUR) ; (iii) le recouvrement de

Le chiffre à retenir

8,7 M

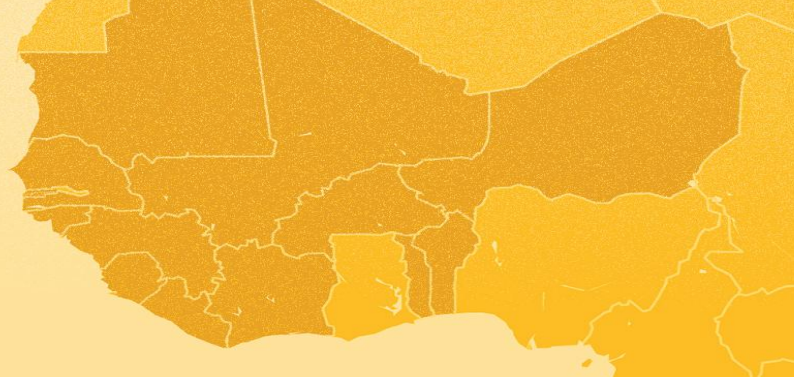
La nouvelle estimation de la population du Togo au 1^{er} janvier 2026 par les Nations unies, contre 9,8 M précédemment

222,2 Md FCFA (338,8 M EUR) au profit du Fonds de soutien patriotique, sur une prévision annuelle de 150 Md FCFA (228,7 M EUR) ; (iv) la mobilisation de 1 188,6 Md FCFA (1,8 Md EUR) à travers les émissions de bons et obligations du Trésor ; (v) la sortie du Burkina Faso de la liste grise du GAFI. Les défis relevés par le conseil pour l'année 2026 sont entre autres : (i) la mobilisation de 3 413,8 Md FCFA (5,2 Md EUR) au profit du budget de l'État ; (ii) la création d'une holding de gestion du portefeuille de titres de l'État ; (iii) le renforcement de la discipline budgétaire.

Cap-Vert

Lancement d'un appel d'offres pour le projet d'extension du port de Mindelo

Le 16 février 2026, le Ministre de la Mer [a annoncé](#) le lancement pour le 28 février 2026 d'un appel d'offres international pour la réalisation de la 3^{ème} phase du port de Mindelo (Porto Grande), un investissement estimé à 83 M EUR financés par l'Union Européenne et la Banque Européenne d'Investissement. Cette extension permettra d'ajouter 400 m linéaires au port et de créer de nouveaux terminaux, notamment dédiés au transbordement, tout en



renforçant les capacités de soutage. Deux autres projets d'extension sont également prévus et concernent le port de Porto Novo à Santo Antao afin de permettre l'accostage de grands navires notamment de croisière, ainsi que la troisième phase du port de Palmeira, sur l'île de Sal, principale destination touristique du pays qui accueille plus de 420 000 touristes par an.

Hausse des échanges commerciaux en 2025

D'après les données provisoires sur le [commerce extérieur de biens](#) de l'Institut national des statistiques (INE) du Cap-Vert, les exportations du pays ont progressé de 18,2% en 2025 par rapport à 2024, s'établissant à 9,4 Md CVE (85,1 M EUR). Les principaux produits exportés en 2025 sont le poisson préparé et en conserve (75,4% du total des exportations), les timbres-poste (9%) et les vêtements (5,1%). Les importations cap-verdiennes ont également augmenté, mais à un rythme plus modéré de 5,1% à 200 Md CVE (1,8 Md EUR). Les principaux produits importés sont les combustibles (40,2 %), les véhicules automobiles (5,3 %) et les réacteurs et chaudières (4,5 %). L'Europe reste de loin le premier client du Cap-Vert, absorbant 95,4% des exportations en 2025. L'Espagne arrive en tête (63 % des exportations), devant l'Italie (12,1 %), le Portugal (11,2 %). L'Europe est également le principal fournisseur du pays, représentant 58 % du total des importations. Le Portugal demeure le 1^{er} fournisseur (25,8 % du total des importations), suivi de l'Espagne (11,5 %) et du Nigéria (9,2 %).

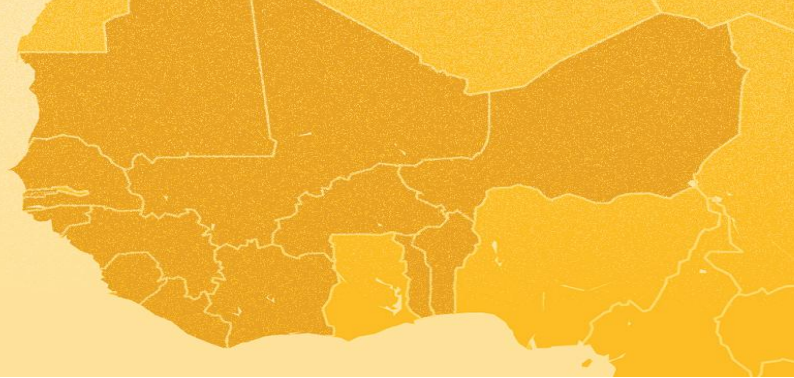
Côte d'Ivoire

Emission avec succès d'un Eurobond de 1,3 Md USD

La Côte d'Ivoire [a procédé](#), le 18 février 2026, à l'émission avec succès d'un Eurobond de 1,3 Md USD sur les marchés internationaux. Cette émission a été réalisée à des conditions particulièrement favorables : un taux d'intérêt de 5,39% après couverture de change en Euro et une maturité de 15 ans. Selon les autorités ivoiriennes, le livre d'ordres a atteint 6,3 Md USD, soit une sursouscription de près de cinq fois, émanant de près de 270 investisseurs. Fait remarquable, les investisseurs ont accepté un rendement inférieur de 25 points de base à celui des obligations ivoiriennes déjà en circulation, la meilleure performance observée récemment sur les marchés émergents. Ce succès est à mettre en lien avec la notation souveraine du pays ("BB" par S&P et Fitch) qui est l'une des meilleures du continent (la 4^e meilleure note en Afrique en considérant la notation S&P), ainsi que ses bonnes performances économiques (croissance supérieure à 6 % sur les 5 dernières années et un déficit budgétaire ramené à 3 % du PIB en 2025).

Nouvelle découverte majeure d'un gisement d'hydrocarbures par ENI

Le 16 février 2026, le groupe italien ENI [a annoncé](#) la découverte d'un nouveau gisement d'hydrocarbures, baptisé Calao South, situé dans le bloc CI-501 Murene South-1X. Il s'agit du deuxième plus important gisement du pays après Baleine, avec des volumes estimés à 5 000 Md de pieds cubes de gaz et à 450 M de barils de condensats (soit 1,4 Md de barils équivalents pétrole). Le bloc CI-501 est opéré par Eni à hauteur de 90 % en partenariat avec la société d'Etat Petroci Holding (10 %). A noter que le gisement Baleine qui produit actuellement plus de 62 000 barils de pétrole et plus de 75 M de pieds cubes de gaz par jour



grâce aux phases 1 et 2 du projet. La phase 3 devrait permettre d'atteindre une production de 150 000 barils de pétrole et 200 M de pieds cubes de gaz par jour.

Signature d'une lettre d'intention entre la BAfD et Air Côte d'Ivoire pour le renforcement du secteur aérien

Le 23 janvier 2026, la Banque africaine de développement (BAfD) et Air Côte d'Ivoire [ont signé](#) une lettre d'intention visant à explorer les possibilités de coopération stratégique dans les domaines du financement de l'aviation, du développement des compétences techniques et des initiatives de durabilité. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du Programme intégré de transformation de l'aviation (IATP) de la BAfD, qui vise à renforcer le secteur de l'aviation en tant que moteur de l'intégration, de la compétitivité et de la résilience. Selon les termes de la lettre d'intention, les deux parties exploreront des opportunités pour (i) faciliter l'accès à des financements abordables pour l'acquisition ou le renouvellement des flottes aériennes, en vue d'améliorer la compétitivité des compagnies africaines, (ii) étendre les programmes de formation pour les pilotes et mécaniciens, avec la perspective de créer un centre d'excellence ouest-africain en aéronautique, (iii) promouvoir des initiatives durables, notamment l'évaluation des opportunités liées aux carburants d'aviation durables.

Gambie

Le taux d'électrification atteint 90 %

A l'occasion de sa tournée nationale d'inaugurations de projets électriques, le président Adama Barrow [a annoncé](#) que le taux de couverture électrique se situe désormais à 90 % en 2026. Pour achever la couverture électrique des 10% de communautés restantes, le gouvernement prévoit d'allouer un [budget](#) de

400 M GMD (5,4 M USD) en 2026, qui sera complété par des financements de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union Européenne, la Banque Européenne d'Investissement et la CEDEAO dans le cadre "Pacte national de l'énergie". Ainsi, les engagements totaux dans le secteur énergétique en Gambie devraient atteindre près de 552 M USD.

Guinée

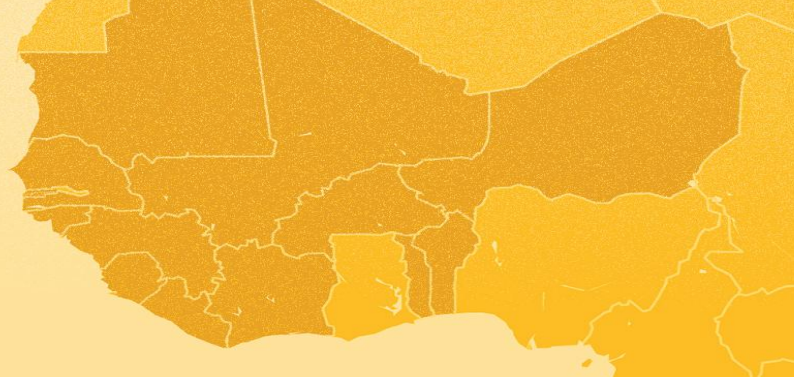
Le pays désigné pour accueillir le Centre africain de développement minier

Dans un [communiqué](#) publié le 15 février 2026, les autorités ont annoncé que la Guinée a été choisie par l'Union africaine (UA) pour accueillir le siège du Centre africain de développement minier (CADM). La décision leur a été notifiée en marge du 39^e Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, au cours d'un échange entre le ministre chargé des Affaires Étrangères et la Commissaire de l'UA en charge du Développement économique, du Commerce, de l'Industrie, des Mines et du Tourisme. Le CADM a pour mission d'appuyer les États africains dans la gouvernance, la valorisation et la transformation locale des ressources minérales à travers des analyses techniques et des recommandations stratégiques destinées à renforcer l'impact économique du secteur extractif.

Libéria

Inflation à +3,2 % en g.a en janvier 2026

Selon l'Institut de statistique et de services géo-informatiques du Libéria (LISGIS), le taux d'inflation dans le pays [s'est établi](#) à +3,2 % en glissement annuel (g.a) en janvier 2026, contre 4 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète principalement la hausse des prix



observée dans les divisions "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+8 % en g.a), "Santé" (+12 % en g.a) et "Restaurant et hôtels" (+15,3 % en g.a). Toutefois, l'inflation a été particulièrement modérée par la baisse des prix des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-5,4 % en g.a) et des "Vêtements et chaussures" (-6,4 % en g.a). Par origine, l'inflation a été principalement tirée par les produits domestiques, dont les prix ont progressé de 3,6 % en g.a, contre +1,4 % pour les produits importés.

Mali

Inflation à -0,8 % en g.a en janvier 2026

Selon l'Institut national de la statistique (Instat), le taux d'inflation au Mali [s'est établi](#) à -0,8 % en glissement annuel (g.a) en janvier 2026, contre +0,4 % le mois précédent. La diminution du niveau général des prix en janvier s'explique principalement par la baisse observée dans les divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,8 % en g.a), "Transport" (-3,3 %) et "Santé" (-2,6 % en g.a). En revanche, on note une hausse des prix dans les divisions "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+3,3 % en g.a) et "Information et communication" (+6,9 %), qui ont grandement contribué à contenir le recul de l'inflation globale.

Mauritanie

Le pays devient le 55^e membre du Centre de développement de l'OCDE

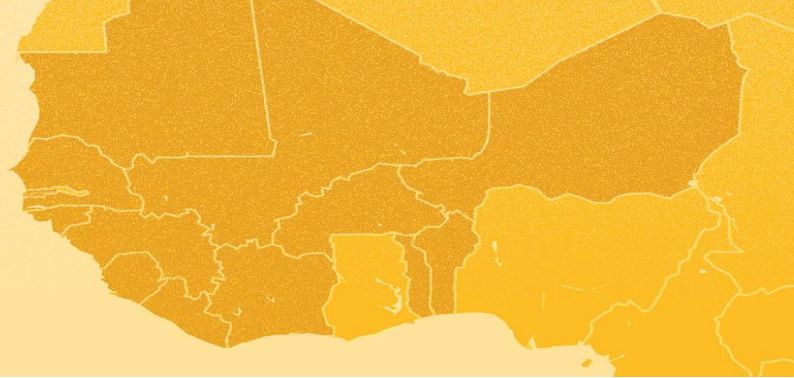
La Mauritanie a confirmé, le 21 janvier 2026, [son adhésion](#) au Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE. La Mauritanie a un historique établi de coopération avec l'OCDE et le Centre de développement, apparaissant notamment depuis 2018 dans le rapport annuel "Dynamiques du développement en Afrique"

et, depuis 2019, dans les "Statistiques des recettes publiques en Afrique". La Mauritanie participe à l'indice Institutions sociales et égalité des genres (SIGI), et a contribué aux initiatives de l'OCDE sur le développement fondé sur les ressources naturelles, la transparence fiscale et la mobilisation des ressources nationales, notamment le Cadre inclusif OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). La Mauritanie, qui connaît une réelle dynamique de transformation économique participera pleinement au dialogue et à l'analyse des politiques publiques.

Niger

Inflation à -10,2 % en g.a en janvier 2026 selon l'INS

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation au Niger [s'est établi](#) à -10,2 % en glissement annuel (g.a) en janvier 2026, contre -9,4 % le mois précédent. À noter que l'inflation demeure négative depuis le mois d'avril 2025. La diminution du niveau général des prix en janvier s'expliquerait essentiellement par la baisse observée dans les divisions "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-19,9 % en g.a), "Services d'enseignement" (-15,5 %) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-2,9 % en g.a). Toutefois, il convient de relever la hausse significative des prix dans la division "Assurances et services financiers" (+10,4 % en g.a). En outre, le recul des prix a été porté aussi bien par les produits locaux (-9,9 %) que ceux importés (-10,6 %).



Sénégal

Le Fonsis lance un appel à partenariat pour la construction d'une centrale électrique au gaz de 500 MW

Le 13 février 2026, le Fonds souverain sénégalais FONSIS [a publié](#) un appel à partenariat pour la réalisation et l'exploitation d'une centrale électrique au gaz naturel d'une capacité de 500 MW. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie Gas-to-power, vise à renforcer la sécurité énergétique du Sénégal dans un contexte de mise en valeur des gisements d'hydrocarbures du pays. La centrale sera développée selon un modèle IPP (producteur indépendant d'électricité) avec la Société nationale d'électricité (SENELEC) comme acheteur unique de l'électricité produite. Le montage reposera sur la création d'une Société de projet dédiée (SPV). Le projet couvrira l'ensemble de la chaîne de valeur de la production électrique, notamment (i) la réalisation des études de faisabilité, (ii) la conception technique (iii), la construction clé en main de la centrale ; (iv) les essais, la mise en service industrielle et la réception définitive des installations ; (v) l'exploitation et la maintenance de la centrale.

Hausse de 5 % du résultat net du groupe Sonatel en 2025

Le 16 février 2026, le Groupe de télécommunication sénégalais Sonatel [a annoncé](#) avoir enregistré pour l'exercice 2025, un chiffre d'affaires (CA) consolidé de 1 923,1 Md FCFA (2,9 Md EUR), en hausse de 8,3% par rapport à 2024 et un résultat net consolidé également en progression de 5,1 %, s'établissant à 413,6 Mds FCFA (630,5 M EUR). Ces performances s'expliquent notamment par des investissements soutenus, consacrés au développement numérique en Afrique de l'Ouest, représentant 15% du CA, en léger recul toutefois par rapport à 2024 (-4 %). Malgré un

contexte économique contraignant, le groupe a poursuivi le développement son activité commerciale. Sonatel enregistre notamment 42,1 M de clients, en légère baisse de 0,7%. Toutefois, le nombre d'abonnés a progressé sur la data mobile (+8,6 % à 22,5 M), le haut débit (+26,1 % à 1,2 M), tandis que sur les services financiers digitaux, Orange money totalise 13 M de clients (+2,8 %), avec près de 3,8 Md de transactions réalisées sur l'année. La contribution économique du Groupe dans les économies des cinq pays (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée-Bissau et Sierra Leone) où elle opère se chiffre à 1 108 Md FCFA (1,7 Md EUR), soit 58% du CA. En particulier, les impôts, taxes, cotisations sociales, redevances et dividendes versés aux budgets des États s'élèvent à 972 Md FCFA (1,5 Md EUR), soit 50 % du CA.

Togo

Révision significative des statistiques sur la population par les Nations Unies

En janvier 2026, la Division de la population de l'ONU [a publié](#) une mise à jour intermédiaire des estimations démographiques du Togo, fondée sur les [résultats détaillés du recensement général de 2022 \(RGPH-5\)](#). Cette révision a corrigé un écart d'environ 12 % entre les chiffres officiels de la population (8,2 M) et la population estimée publiée dans les Perspectives de la population mondiale 2024 (9,1 M) pour l'année 2022. Selon les projections actualisées de la Division de la population des Nations unies, la population togolaise est estimée à environ [8,7 M d'habitants au 1^{er} janvier 2026 et devrait s'établir à environ 9,5 M en 2030](#).

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)